

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Schoelcher, le 14 MAI 2013

Service Connaissance, Prospective et
Développement du Territoire
Unité Évaluation Environnementale

Réf : DEAL/SCPDT/UEE/VE/2012-944//2013-87

Monsieur,

Vous avez sollicité l'avis de l'autorité environnementale au titre de la procédure d'examen au « cas par cas » relative au projet de demande d'autorisation de défrichement au droit de la parcelle cadastrée C 59 – Quartier « Fond-Saint-jacques » – sur la commune de Sainte-Marie. Cette demande est produite afin de permettre la construction d'une maison individuelle soumise à permis de construire.

La procédure d'examen au cas par cas a pour objet de vous préciser, en réponse, s'il y a lieu de produire ou non une étude d'impact à joindre à votre demande d'autorisation de défrichement qui devra être instruite par les services de la DAAF Martinique et ne présage en aucun cas de la décision qui vous sera notifiée, en retour, par arrêté préfectoral.

Votre dossier de demande d'examen au « cas par cas » a été enregistré en nos services en date du : **12 avril 2013** et a été reconnu « **complet et recevable** » à compter de cette même date.

Concernant les enjeux et caractéristiques du projet:

- Le projet présenté pour avis est situé sur la commune de Sainte-Marie – Quartier « Fond Saint-Jacques » et peut être géolocalisé sous les coordonnées suivantes: **61° 00' 26,9" O – 14° 48' 02,2" N**. L'assiette du projet s'inscrit dans un rectangle géolocalisé sous les coordonnées suivantes:
 - coin nord-est : **61° 00' 23,7" O – 14° 48' 06,4" N**
 - coin sud-ouest : **61° 00' 26,9" O – 14° 48' 02,2" N**

Il ne présente pas d'enjeux en terme de biodiversité, de zones humides et de paysage.

M. Georges BEAUSÉJOUR
Reculée Ouest
Bât Kaki Appt B3
97230 SAINTE-MARIE

- La parcelle C59 concernée est située sur une commune littorale en dehors du périmètre de la bande des 50 pas géométriques, en dehors du périmètre du Parc Naturel Régional de la Martinique et se trouve limitrophe d'un espace boisé classé, répertorié au Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur sur le territoire de la commune de Sainte-Marie, non concerné par le défrichement projeté.
- La parcelle C59 n'est pas impactée par un Plan d'Exposition au Bruit.
- La parcelle C59, assiette du projet, est intégralement classée en zone jaune du Plan de Prévention des Risques Naturels – aléa « Mouvement de terrain », approuvé en date du 19 novembre 2004.
- La parcelle C59 n'a pas été identifiée comme site pollué et se trouve classée en zone NBA approuvé par le POS du 18 décembre 1980 et modifié en date 21 janvier 2006.
- Le projet présenté porte sur le défrichement partiel - 2000 m² - de la parcelle présentant une superficie totale de : 2,64 hectares, préalablement à la construction d'une maison individuelle.

De ce qui précède, il ressort que, compte tenu de l'ampleur des travaux projetés et en l'état des informations transmises à l'autorité environnementale par vos soins, vous n'êtes pas tenu de produire une étude d'impact à joindre à votre dossier de demande d'autorisation de défrichement au droit de la parcelle cadastrée C 59 – Quartier « Fond-Saint-jacques » – sur la commune de Sainte-Marie..

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Jean-Louis VERNIER

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchiques ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai de recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à:

**Monsieur le Préfet de région,
représentant de l'Autorité Environnementale en Martinique
Préfecture de la Région Martinique
82, rue Victor Sévère - B.P 647-648
97262 Fort-de-France cedex**

Le recours hiérarchique doit être adressé à:

**Madame la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie
Hôtel de Roquelaure
246, Boulevard Saint Germain
75007 PARIS**

Le recours contentieux doit être adressé à:

**Tribunal Administratif de Fort de France
Immeuble Roy Camille
Croix de Bellevue - B.P. 683
97264 Fort-de-France**